

beaucoup d'analogie avec celles du Crédit Foncier de France, et on doit en conclure que l'effet des deux institutions sera à peu près identique.

C'est une importante raison pour bien nous rendre compte de l'effet de cette institution dans le pays de nos ancêtres. Nous devons aussi avoir beaucoup d'intérêt à l'étudier parce qu'on nous la représente comme le modèle des établissements de ce genre, et qu'on affirme que "fondée la dernière, après des études sérieuses sur les institutions créées dans le reste de l'Europe pour venir en aide à la classe agricole, elle a su profiter de tout ce qu'il pouvait y avoir de bon, comme aussi écarter tout ce qu'il pourrait y avoir de défectueux, tout en tenant compte néanmoins des habitudes et des besoins du peuple français, aussi bien que de ses lois et de l'état de la propriété."

Eh bien ! quels ont donc été les résultats de l'établissement de cette banque de Crédit Foncier, fondée avec tant de soins, après avoir été soumise pendant plusieurs années, à l'étude des hommes les plus compétents ? Le Crédit Foncier de France a-t-il fait baisser le taux de l'intérêt sur les emprunts hypothécaires ? A-t-il dégrevé la propriété des dettes qui l'écrasaient ? A-t-il amélioré la condition des paysans ? A-t-il fait progresser la culture du sol ? Non, il n'a rien fait de tout cela. Il serait difficile de désigner un seul progrès économique dont on lui soit redevable. Il a payé de forts dividendes aux actionnaires ; c'est là le côté de beaucoup le plus important de l'institution. Les statistiques, les rapports des gouverneurs, l'état actuel de la France qui est bien loin de suffire à sa propre consommation, la position de son agriculture beaucoup plus arriérée que la nôtre dans quelques départements, et enfin l'opinion unanime de tous les économistes, de tous les agriculteurs, témoignent également de ce fait.

Il n'y a qu'une voix aujourd'hui en France pour déclarer que le Crédit Foncier n'a été avantageux qu'aux capitalistes et à la spéculation.

Il a toujours fonctionné d'une manière admirable, et chaque année les rapports des gouverneurs indiquent un chiffre d'affaires toujours croissant ; il y est même question assez souvent d'avantages offerts à la propriété foncière, mais rarement d'agriculture, pour la forme. On voit qu'il y a là une société de capitalistes qui font leurs affaires, et qui ne s'occupent de rien autre chose.

La banque prête à de riches propriétaires qui veulent jouer à la bourse, ou construire à Paris ou dans quelques autres des principales villes, de splendides hôtels.

Voici ce que disait à ce sujet, en 1858, Mr. J. A. Barral, rédacteur-en-chef du *Journal d'agriculture pratique*,¹ une autorité sur la question :

"Pour nous, qui n'avons jamais mis dans cette société des espérances exagérées, et qui n'avons pas conçu la pensée qu'elle pourrait rendre de

¹ No. du 5 Mai.